

Arrêté n°2023-473-A

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la Ville de Montbrison à compter du 02/05/2023

Demande déposée le 13/03/2023 et complétée le 29/03/2023,

Affichage récépissé dépôt de dossier : 21/03/2023

N° DP 042 147 23 M0076

Par :	SCI MB représentée par Monsieur Madjid BOUNOUAR
Demeurant à :	44 BOULEVARD DE LA PREFECTURE 42600 MONTBRISON
Sur un terrain sis à :	44 BOULEVARD DE LA PREFECTURE 42600 MONTBRISON 147 BK 749
Nature des Travaux :	Réfection de la toiture et remplacement des menuiseries

Surface de
plancher : 0 m²

Le Maire,

Vu la déclaration préalable présentée le 13/03/2023 et complétée le 29/03/2023 par la SCI MB représentée par Monsieur Madjid BOUNOUAR,

Vu l'objet de la demande :

- pour la réfection de la toiture et le remplacement des menuiseries,
- sur un terrain situé 44 BOULEVARD DE LA PREFECTURE - 42600 MONTBRISON,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

Vu le Décret n° 2016-6 du 5 janvier 2016 portant à 3 ans la durée de validité des autorisations d'urbanisme,

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) approuvé le 13 décembre 2022,

Zone : Up1,

Vu l'accord assorti de prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France formulé dans l'avis de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP) de la Loire en date du 24/03/2023,

A R R E T E

Article 1 : La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision de non-opposition sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées ci-dessous.

Article 2 : Les prescriptions émises par l'Architecte des Bâtiments de France, dans l'avis de l'UDAP ci-joint, devront être strictement respectées :

« L'ensemble des menuiseries seront :

- en bois peint,

- avec décors par 2 petits bois EXTÉRIEURS (pouvant être collés sur le double vitrage) par vantail, formant 3 carreaux identiques et ce en N+1 et N+2 des 2 façades. Seul, boulevard de la Préfecture, un volume vitré sans petit bois au dernier étage sera possible.
 - au N+1 rue Bourgneuf, la fenêtre sera à linteau cintré,
 - les contrevents (volets extérieurs) pleins au RDC, Boulevard de la Préfecture, et persiennés aux étages, Boulevard de la Préfecture et Rue Bourgneuf, seront conservés restaurés ou remplacés à l'identique.
- Rue Bourgneuf les deux contrevents persiennés manquants (N+1 et N+2) seront restitués.

Les 3 portes en RDC (cave + entrée Rue Bourgneuf et porte d'entrée Boulevard de la Préfecture) étant répertoriées comme portes remarquables et conformément au règlement du Site Patrimonial Remarquable de MONTBRISON :

- les portes anciennes répertoriées seront à conserver.
- Leur changement par des châssis neuf n'est pas accepté. Ces dernières devront être conservées et restaurées. Un suivi des étanchéités thermiques pourra être envisagé par pose de joint feutré. La pose d'une deuxième porte intérieure pourra être aussi envisagée. »

MONTBRISON, le 02 mai 2023
 Pour le Maire,
 Pierre CONTRINO,
 Adjoint Délégué



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.